

27 & 28 AVRIL
de Saint-Malo
à Dinan

**POUR UN
EGAL ACCES
DE TOU.TE.S
AUX SOINS**



Mardi 23 avril 20h
REUNION PUBLIQUE
Maison des Associations
CAULNES

Vendredi 26 avril, 17h30
RASSEMBLEMENT
devant l'hôpital
SAINT-MALO

MARCHONS !

Contact : constructionslapres@gmail.com | Page facebook : Les-tenues-blanches-des-urgences-de-l-hopital-de-St-Malo



En prélude à la marche

**Vendredi 26 avril, 17h30
RASSEMBLEMENT
devant l'hôpital
SAINT-MALO**

**Samedi 27 avril—10h
Départ 1er jour de marche
parking de la piscine Aquamalo
Saint-Jouan des Guérets**

**Dimanche 28 avril—10h
Départ 2ème jour de marche
Port du Livet
La Vicomté-sur-Rance**

**Dimanche 28 avril—15h30
MEETING DE CLOTURE
devant l'hôpital René Pleven DINAN**

Imprimé sur support papier par nos soins,
directeur de la publication et responsable de la rédaction:
Daniel BOUFFORT

ISSN 2969-9924

Rouge Emeraude

bulletin des anticapitalistes du pays malouin

n°138
22 avril
2024

**Pour un égal accès aux soins, les 27 et 28 avril,
toutes et tous, marchons de Saint-Malo à Dinan !**

Prendre un rendez vous pour un soin ou une consultation avec un.e professionnel.le de santé s'avère de plus en plus un parcours pénible.

Etre pris.e en charge dans un service d'urgence se traduit souvent par des délais d'attente difficilement tolérables.

Les dépassements d'honoraires se multiplient dans certaines spécialités médicales, entraînant des reports voire des annulations de soins...

L'égalité et la garantie d'un accès rapide aux soins est devenue une préoccupation majeure de chacun.e, ici comme dans tous les territoires.

C'est dire si la crise dans laquelle est entré notre système de soins depuis une vingtaine d'années sous les coups de la réforme de la tarification hospitalière, de la réforme de la gouvernance des hôpitaux publics (loi Bachelot) puis des lois Touraine, Buzyn, est profonde.

Dans notre territoire, le « Grand projet » de restructuration des hôpitaux publics de Dinan, Saint-Malo et Cancale, dont l'origine—ne l'oublions pas—se trouve dans l'état très dégradé des finances de ces établissements, ne semble pas être en mesure de résoudre les problèmes d'accès aux soins pour la population du secteur sanitaire. Du moins pour ce que ses promoteurs veulent bien nous en dire, car l'opacité dans laquelle se mène ce dossier est aussi une des dimensions du problème. A ce titre n'est-il pas choquant qu'on déclenche une enquête publique et un dispositif de concertation (plus ou moins pipée, certes !) pour moderniser le terminal ferrys du Naye à 150 millions d'€ et qu'on n'organise aucune consultation de la population pour un projet chiffré à plus de 450 millions d'€ !!

Quoiqu'il en soit, nous pensons qu'il appartient à la population du secteur sanitaire Dinan - Saint-Malo - Cancale, de se mobiliser pour exiger que

ce projet de modernisation du service public hospitalier:

- garantisse un accès aux soins médicaux, en sécurité et en qualité, à toutes et tous, que l'on réside à Cancale, Dol, Saint-Malo, Dinard, Miniac, Plouer, Dinan, Saint-Jacut ou Broons...
- conforte les missions de service public du nouveau Groupe Hospitalier, évitant les restes à charge et dépassements d'honoraires qui se généralisent dans les cliniques privées ou en médecine libérale,
- coordonne ses activités avec les soins de suite et les soins de ville de manière à rendre efficace les prises en charge ambulatoires et le retour à domicile,
- prenne sa part dans la lutte contre les « déserts médicaux »,
- poursuive sa mission de gestion des EHPAD en s'interdisant un impact sur les prix de journée à la charge des résidents ou des familles.

C'est pour défendre et populariser ces principes, faire en sorte que ce « grand projet » soit l'affaire de toutes et tous, que quinze associations, syndicats, partis politiques—dont le NPA— avec l'approbation de nombreux.e.s élu.e.s et professionnel.le.s de santé, ont pris l'initiative d'organiser cette marche entre les hôpitaux de Saint-Malo et Dinan.

Rejoignez ces initiatives !

l'Anticapitaliste

REVUE D'AVRIL 2024, 11,00 €

**CASSE SOCIALE ET
« BOLLORISATION »**



**NOUS POUVONS
LES ARRÊTER!**

ZOOM: Pénurie, Des cabinets à la...
INTERNATIONAL: Salaires, Inégalité...
ARGUMENTS: Coût des médicaments...
CHAMP LIBRE: Régulation, Anticapitalisme...



avec Olivier BESANCENOT, Christine POUPIN, Philippe POUTOU, Pauline SALINGUE

L'offensive gouvernementale contre les travailleurEs se poursuit, arrêtons-la !

Pas une semaine sans une annonce gouvernementale nous rappelant le cap fixé en janvier par Gabriel Attal. Le 10 avril, c'était donc, après Bruno Le Maire, au tour de Stanislas Guerini, ministre de la Transformation (sic !) et de la Fonction publique, de nous rappeler son action en faveur « du travail, pour qu'il paie mieux et toujours plus que l'inactivité — partout et pour tous », selon les mots du Premier ministre.

C'est toujours par le même tour de passe-passe de communication, usé jusqu'à la corde par la macronie, que les idées se retournent. Oubliée la casse des services publics, omise la politique d'embauche de contractuelEs. Guerini se fait passer pour un homme audacieux en déclarant vouloir lever « le tabou du licenciement dans la fonction publique », pour un homme moderne lorsqu'il dénonce « un système qui est resté bloqué dans les années 1980 », et pour un homme juste en affirmant qu'« en 2024 le salaire moyen des agents public est 5,7 % au-dessus du salaire de 2023, pour faire face à l'inflation conséquente ». On connaît la chanson !

Un agent public sur cinq est contractuel

Il espère que cela va passer... mais la ficelle est un peu grosse ! D'abord, parce qu'il a choisi d'ouvrir par une provocation les pseudo-concertations préalables au dépôt de son projet de loi. Il confirme ainsi que le texte sera fondamentalement hostile aux agentEs du service public.

Ensuite, parce que les dispositions permettant de licencier des fonctionnaires pour insuffisance professionnelle existent déjà. Et si l'État employeur n'en a que peu l'usage, c'est parce qu'il préfère s'affranchir complètement du statut en ayant recours de plus en plus à l'emploi précaire : unE agentE sur cinq est désormais contractuelE.

Le jeu de dupes des rémunérations au mérite

Et puis, quoi que Guerini en dise, le mauvais coup va porter sur la rémunération de celles et ceux qui assurent le service public. Celle-ci a évolué deux fois moins vite que la moyenne des salaires dans le privé au cours des dernières années. Le ministre affirme vouloir « mieux récompenser l'engagement et le mérite par la rémunération ». Mais comment croire à de pareilles déclarations d'intention alors que le gouvernement vient de supprimer 10 milliards d'euros de crédit à la fonction

publique, et annonce des coupes plus drastiques encore pour le prochain budget ?

Les primes au mérite sont déjà un jeu de dupe : les ratios d'agentEs plus ou moins méritantEs sont déterminés par avance, en fonction des enveloppes budgétaires, méthode d'évaluation d'ailleurs interdite par les tribunaux dans le privé. En donnant plus d'importance à ces mécanismes, au détriement de la progression à l'ancienneté, Guerini veut soumettre les agentEs publics à l'arbitraire des chefs, rebaptisés managers, casser les solidarités collectives et mettre en concurrence les agentEs. Les inégalités et discriminations, déjà fortes (les femmes perçoivent une rémunération globale inférieure de 11 % à celle des hommes dans la fonction publique), s'accroîtraient encore.

Nouvelle vague de l'offensive libérale

Austérité budgétaire, nouvelle contre-réforme de l'assurance chômage — alors que la -précédente vient tout juste d'entrer en vigueur —, chasse aux pauvres et remise en cause de l'habitat social, telles étaient déjà les actions du gouvernement. L'offensive d'ensemble contre notre camp social se poursuit avec le projet de loi simplification qui vise à réduire encore le nombre de représentantEs des salariéEs et casser les garanties collectives dans le privé et avec maintenant la casse du statut des fonctionnaires.

Une offensive tout à la fois sonnante (et trébuchante) et idéologique ! Des salariéEs et des agentEs publics divisés, mis en concurrence, sont une main-d'œuvre sur laquelle on peut faire davantage pression pour alimenter la machine à profits, pour privatiser ce qui peut l'être ! Une manne sur laquelle surf à longueur de journée les extrêmes droites et les médias inféodés.

Face à la casse sociale et la « bollorisation » des esprits, il est temps de reprendre la main !

Des préavis ont d'ores et déjà été déposés dans la fonction publique étatique, territoriale et hospitalière, par la CGT du 15 avril au 15 septembre. Pour suivre la voie des travailleurEs allemands qui ont obtenu une augmentation de 340 euros minimum ? Mais aussi pour stopper leurs projets de société. Une mobilisation de notre camp tout aussi globale et coordonnée est nécessaire.

Ils ne s'arrêteront que là où nous les arrêterons !

PRENEZ DATE
18 mai, arrivée à Saint-Malo de la marche de solidarité avec les exilés et les précaires, L'Etonnant Voyage .



Rejoignez le collectif local d'accueil:

à chaque étape de cette marche qui part de Rennes, les communes et agglomérations participent activement à l'organisation et à la logistique de cette initiative de solidarité humaine.

A l'inverse, la ville de Saint-Malo l'ignore...et donc, comme lors des éditions précédentes, l'accueil à Saint-Malo reposera uniquement sur le collectif militant.

Rejoignez ce groupe. Tout contact par l'adresse mail du NPA.

Le collectif malouin l'Etonnant Voyage 2024 organise une réunion publique d'information avec projection du film de l'édition 2022, mardi 7 mai à 20h, salle Surcouf, espace Bouvet à Saint-Servan.

Etonnant Voyage 2024 recherche des dons de matériel de camping (tentes, matelas, duvets, couettes, couvertures...)

PROGRAMME (provisoire) DE L'ETAPE-ARRIVEE DE LA MARCHE A SAINT-MALO (Sam. 18 mai)

- **13h-15h, plage des Bas-Sablons , accueil des marcheuses, marcheurs et leurs familles**
- **15h-17h, défilé des Bas-Sablons au site de Keriadenn à Paramé, par l'esplanade Saint-Vincent et la digue de Rochebonne**
- **17h -20h , animations diverses puis diner(*) en commun sur le site de Keriadenn**
- **20h-22h, soirée musicale sur le site de Keriadenn**

(*) repas à pris libre sur réservation sur le site <https://etonnantvoyage.org/inscriptions/>

Portugal. 25 avril 1974, la révolution des Œillets

Il va y avoir 50 ans, la Révolution des Œillets éclatait au Portugal. Bien que la révolte populaire ait été récupérée par les partis institutionnels, elle fit des émules dans toute l'Europe. Certes le processus révolutionnaire chilien avait été écrasé le 11 septembre 1973 mais depuis mars de la même année et la signature des accords de Paris, les États-Unis commençaient leur retrait du Vietnam, ouvrant la voie à la défaite du gouvernement fantoche de Saïgon et à la victoire des communistes nord-vietnamiens. Le début des années 1970 est ainsi une période avec des signaux contradictoires pour ceux qui pensaient que les crises révolutionnaires étaient à la fois prévisibles et qu'elles s'inscrivaient dans des schémas « classiques ».

Et voilà que l'imprévu se produit en Europe, au Portugal! Alors que toute l'histoire nous avait enseigné que les militaires étaient une menace pour le mouvement ouvrier, un groupe de jeunes officiers fatigués d'une guerre coloniale qu'ils savent perdue est à l'initiative du renversement du régime dictatorial mis en place par Salazar depuis 1930.

Le 25 avril 1974, la diffusion à la radio de Grânola, Vila Morena, chanson de Zeca Alfonso, annonce en effet le début d'un putsch militaire, mené par le MFA (Mouvement des Forces Armées). Les troupes de ces « capitaines d'Avril » prennent possession des points stratégiques du pays. Malgré leurs appels réguliers incitant la population à rester chez elle, des milliers de Portugais descendent dans la rue en se mêlant aux militaires insurgés.

La révolution des Œillets triomphe en quelques heures.

Cette révolution a pour causes profondes, le soulèvement des peuples dans les colonies portugaises et les difficultés économiques qui ébranlent l'appareil torpé de la classe ouvrière.

Le Portugal était, en effet, resté dans une posture d'arrière-garde au regard du mouvement de décolonisation ouvert depuis la Seconde Guerre mondiale. Des organisations se réclamant du marxisme menaient des guérillas en Angola, au Mozambique, en Guinée et au Cap-Vert contre l'État colonisateur portugais. Ces fronts militaro-politiques avaient des effets destructeurs sur la jeunesse du pays, sur son économie avec un tiers des ressources nationales absorbées par l'effort de guerre et donc indisponibles pour une modernisation économique indispensable. Ceci conduisit une partie de la bourgeoisie à mettre en cause le régime politique en s'appuyant sur le MFA, seule force capable de mener à bien un changement, théoriquement sans risque de perdre son contrôle social et politique. Le MFA est une entité politique atypique, hétérogène, voulant jouer un rôle bonapartiste dans le cadre de l'État bour-

geois tout en étant traversé par les contradictions de classes de la société portugaise et influencé par les différents courants du mouvement ouvrier, extrême gauche comprise. Cette hétérogénéité le mènera d'ailleurs rapidement à l'éclatement.

Cependant, la dictature étant tombée, sous la poussée des masses dans la rue et dans les grèves, **une révolution populaire va mettre en œuvre de nombreuses mesures révolutionnaires**: élections libres, liberté de la presse, libertés syndicales, décolonisation, liquidation de la Pide, la sinistre police politique. Mais cette révolution ne parvient pas à construire les outils politiques propres à renverser l'ordre capitaliste. Aussi, beaucoup des grandes questions posées lors des crises révolutionnaires vont apparaître sans toutefois déboucher sur des décisions radicales structurant un nouveau pouvoir : libertés, notamment de la presse, pour les adversaires de la révolution, démocratie et destruction de l'appareil d'État et notamment des branches policière et militaire.

Une fois les réformes démocratiques mises en place, la bourgeoisie, ses partisans dans le MFA et ses partis, alliés au Parti socialiste et avec la connivence du Parti communiste, s'attèlent en effet à faire rentrer dans son lit le fleuve révolutionnaire. En novembre 1975, Othello de Carvalho, dirigeant militaire d'extrême gauche, est démis de sa responsabilité de la région de Lisbonne. Ce limogeage sonne le début de la contre-révolution. L'année suivante, le principal quotidien, *Republica*, aux mains de ses salariés depuis le début de la révolution, est rendu à ses anciens propriétaires. Le 25 avril 1976, marque l'établissement d'une démocratie parlementaire: le Parti socialiste remporte les élections législatives avec 107 députés et 45 pour le PCP ; le leader du PS, Mario Soares, devient chef du gouvernement.



Cette révolution démocratique s'inscrit dans le vaste mouvement qui touchera l'Espagne avec la « transition démocratique » de 1975 à 1982, la Grèce, avant de gagner

l'Europe de l'Est.

Plongé dans l'ambiance de l'après-Mai 68, notre courant politique était persuadé que chacune de ces transitions ouvrirait la voie à des processus révolutionnaires. En fait, l'enchaînement des crises économiques commençait déjà son œuvre de sape des mobilisations ouvrières. L'absence d'alternative révolutionnaire portée par un mouvement ouvrier encore sous influence social-démocrate et stalinienne n'a pas permis cette transcendance et le Portugal est devenue une démocratie parlementaire classique, intégrée à l'Union Européenne libérale.

Et aux dernières élections législatives, 48 députés d'extrême-droite (sur 230 sièges) ont été élus ! Leur parti se propose d'institutionnaliser le 25 novembre 1975, date qui marque la fin du processus révolutionnaire portugais initié le 25 avril 1974.

D'après Robert Pelletier, dans *Tout est à nous*, 3 mai 2012.

A lire également, l'article plus développé, de notre camarade Ugo Palheta <https://www.contretemps.eu/40-ans-apres-grandeurs-limites-revolution-portugaise/>

N'hésitez pas à faire part de ce bulletin à vos collègues, parents, ami.es, à visiter notre page facebook:

<https://www.facebook.com/npaSaintMalo>

Et nos sites web départementaux et nationaux

<https://www.anticapitaliste-35.org/>

<https://nouveaupartianticapitaliste.org/>

Pour prendre contact avec le comité NPA du pays malouin:

npasaintmalo@gmail.com

BREVES DE PONTONS

Saint-Brieuc, 21 avril: une mobilisation antifas- ciste prometteuse !

Plus de 1500 personnes ont participé dimanche dernier à une belle et dynamique manif dans les rues de Saint-Brieuc, pour s'opposer à la montée de l'extrême-droite en Bretagne !

C'était une manif colorée, inter-générationnelle, unitaire où les slogans radicaux, carrément anticapitalistes et antifascistes, alternaient avec les rythmes des

batucada et fanfare.

Les organisations de la gauche radicale (UCL, NPA, RP...) et LFI y étaient fortement représentées tandis qu'un cortège syndical dynamique, animé par Visa (Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes) réunissait des militants affiliés à Solidaires, à la CGT, à la FSU.

Pas de doute, il existe bel et bien en Bretagne une force antifasciste, disponible et déterminée pour les combats futurs.

Terminal ferries du Naye: PRENONS LA PAROLE !

L'enquête publique relative au projet de modernisation du terminal ferries du Naye est ouverte depuis le 16 avril. Elle sera close le 17 mai. Le dossier d'enquête publique est accessible par <https://www.ille-et-vilaine.gouv.fr/Publications/Publications-legales/Enquetes-publiques/Avis-d-enquetes-publiques-avec-volet-Loi-sur-l-eau>.

C'est le moment d'exprimer les vrais problèmes que pose le projet porté par le Conseil Régional:

- il y a naturellement la question de l'impact visuel sur les remparts de l'Intra-Muros et du dimensionnement de la gare maritime, soulevée depuis des mois par le collectif des Bas-Sablons, devenu l'association (l'APPSAM),
- Il y a encore la question de la desserte (uniquement routière) du terminal et donc de l'impact de cet équipement sur la circulation automobile pour s'y rendre et le quitter,



- Il a surtout le sujet majeur du risque de submersion marine qui a été, s'agissant d'un équipement conçu pour 50 ans, de fait laissé de côté dans la phase de conception.

La réunion publique organisée par Osons et l'APPSAM,

jeudi 25 avril à 20h, salle Bouvet à Saint-Servan

permettra de préciser tous ces aspects et de faciliter l'expression des un.es et des autres dans l'enquête publique.

A noter que le 11ème adjoint de Saint-Malo, en charge notamment des grands projets et du patrimoine a déclaré publiquement son opposition au projet en qualifiant, fort à propos, plusieurs de ses caractéristiques comme obsolètes. Ambiance !

Une déambulation malouine en soutien au peuple de Gaza

Samedi 20, l'AFPS du pays de Saint-Malo organisait une déambulation entre la place Bouvet et le quai Solidor. L'objectif était de rompre la « routine » des rassemblements statiques à la gare ou sur l'esplanade Saint-Vincent et d'avoir une expression sur la destruction de la culture propre au territoire gazaoui ainsi que sensibiliser sur le terrible sort des enfants. Même si cette forme ne s'est pas traduite par un renforcement significatif de la mobilisation, cette initiative aura permis d'associer de nouvelles personnes et de redynamiser le groupe local, impliqué chaque semaine depuis plus de 6 mois dans le soutien au peuple palestinien.

Et donc....on continue !

TEXTE LU PAR UN CAMARADE DU NPA lors de la déambulation du 20 avril

Ces derniers jours, sous diverses formes, la répression contre celles et ceux qui ont manifesté leur refus du massacre à Gaza commis par l'Etat d'Israël s'est abattue.

La semaine dernière, après le NPA ou Solidaires étudiant qui y ont déjà eu droit, c'est le cheminot de SUD Rail, Anasse Kazib, ainsi que d'autres militantes, qui ont été convoqués par la police dans le cadre d'enquêtes préliminaires pour « apologie du terrorisme ».

Nous venons d'apprendre avec colère et stupéfaction que le tribunal correctionnel de Lille vient d'infliger un an de prison avec sursis à Jean-Paul Delescaut, secrétaire de l'Union départementale de la CGT du Nord. Il lui est reproché le contenu d'un tract de soutien aux Palestiniens, diffusé quelques jours après les attaques du Hamas le 7 octobre dernier, qualifié d'« apologie du terrorisme ». Le NPA lui apporte, et à la CGT, toute sa solidarité militante.

Concomitance de calendrier, quelques jours

après l'interpellation de 17 personnes placées en garde à vue à la suite de la campagne d'actions contre le bétonneur Lafarge, ainsi que l'interdiction par l'université d'Angers d'une fête antifasciste à laquelle devait participer l'historienne Ludivine Bantigny, une conférence sur la Palestine avec Jean-Luc Mélenchon et Rima Hassan subit la répression. Suite à des prises de positions de politiciens de LR, du RN ou du PS, l'université de Lille a d'abord annulé la conférence prévue jeudi dans ses locaux, puis la préfecture du Nord a scandaleusement interdit sa reprogrammation !

Appelée par des militantEs de quartier ce dimanche à Paris, la marche contre le racisme et l'islamophobie, a aussi été interdite par la Préfecture de police... décision heureusement annulée par le tribunal administratif.

Sous des prétextes fallacieux, ce pouvoir veut donc s'attaquer à tout ce qui lui résiste, faire taire les oppositions aux puissants, aux impérialismes, aux actionnaires... Il cherche en particulier à casser la solidarité avec le peuple palestinien qui résiste aux pressions d'une puissance colonisatrice et coupable de crimes de guerre et potentiellement d'un génocide.

Il y a danger, il y a urgence : l'ensemble du mouvement de solidarité avec la Palestine, la gauche sociale et politique doivent résister ensemble en affirmant que la **solidarité n'est pas un crime** et en combattant pour la sauvegarde des libertés publiques

La répression n'arrêtera pas la lutte plus que jamais nécessaire en faveur du peuple palestinien, de ses droits légitimes, et de l'ensemble des droits démocratiques partout.

